

A partir d'une analyse critique des documents et de vos connaissances, vous montrerez en quoi la politique extérieure des USA a évolué depuis les années 1990.

Document 1 : Washington n'a toujours pas tiré les leçons de la guerre en Irak, *Courrier International*, article de Gabriel Hassan, le 20 mars 2023

Le 22 février, à Varsovie, un an après le début de la guerre en Ukraine, le président des États-Unis, Joe Biden, a prononcé ces mots : *“L'idée que plus de 100 000 hommes puissent envahir un autre pays... Depuis la Seconde Guerre mondiale, rien de semblable ne s'est produit.”*

Comme le souligne dans *The Guardian* l'historien et politologue Stephen Wertheim, Biden s'exprimait *“à un mois du vingtième anniversaire des premières frappes de Washington sur Bagdad”*, le 20 mars 2003.

“La Maison-Blanche n'a pas cherché à rectifier les propos de Biden. Les journalistes ne semblent pas avoir posé de question à ce sujet. [...] La guerre en Irak a-t-elle jamais eu lieu ?”

D'après cet historien de la Fondation Carnegie pour la paix internationale – un think tank de Washington –, *“la déclaration de Biden n'est que la dernière tentative en date d'un dirigeant américain d'oublier cette guerre”*. *“À présent, il est temps de tourner la page”*, a ainsi déclaré Barack Obama, le président qui avait décidé du retrait des troupes d'Irak en 2011.

“Aujourd'hui encore, il n'y a pas de débat sérieux sur les causes de l'échec, affirme un chroniqueur de Foreign Policy. Ce qui n'est guère surprenant, vu que nombre de responsables et de commentateurs qui ont soutenu l'invasion de l'Irak sont toujours aux manettes du gouvernement et des médias, à commencer par Biden.”

Cela ne veut pas dire que le conflit n'ait rien changé à Washington. Au contraire : deux présidents, Barack Obama et Donald Trump, ont été élus en partie sur leur opposition – réelle ou affichée – à la guerre. Et dans les centres de pouvoir de la capitale fédérale, le conflit est vu comme *“une politique erronée dont les leçons ont été profondément assimilées, sans avoir été clairement tirées”*, écrit *The New York Times*.

“Aux États-Unis, les responsables, politiciens et experts rejettent désormais, dans l'ensemble, les guerres visant à changer des régimes ou à reconstruire des pays”, reconnaît l'historien Stephen Wertheim, qui signe également un grand article dans la revue *Foreign Affairs*. *“Ce sont là des leçons nécessaires mais elles ne suffisent pas, poursuit-il. Elles réduisent la guerre en Irak à une erreur de stratégie, qu'on pourrait corriger sans que les États-Unis renoncent au rôle mondial hégémonique qu'ils se sont attribué depuis la fin de la guerre froide. En réalité, la décision d'envahir l'Irak vient de cette quête de domination à l'échelle du globe.”*

Les principes de cette politique hégémonique ont été énoncés au début des années 1990 par *“trois hommes qui allaient devenir certains des plus influents responsables de l'administration de George W. Bush : Dick Cheney, Colin Powell et Paul Wolfowitz”*. Leur logique est ainsi résumée par Stephen Wertheim :

“La quête de domination conduit les États-Unis à financer une armée massive disséminée à travers le globe à des fins essentiellement préventives : il s'agit de dissuader des puissances ascendantes de défier les États-Unis.”

Cette politique hégémonique a toujours été confrontée à des résistances intérieures et extérieures, rappelle l'historien. Mais les attentats du 11 septembre 2001 ont fourni à ses hérauts l'occasion de la mettre en pratique. Plus que les supposées armes de destruction massive de Saddam Hussein, *“la meilleure explication de la course à la guerre est le désir de consolider la prééminence des États-Unis, qui venaient d'être ébranlés par une attaque dévastatrice”*, explique Stephen Wertheim.

Conseiller adjoint à la sécurité nationale du vice-président Dick Cheney, Aaron Friedberg parlait à l'époque d'un *“effet de démonstration”*.

Ce courant néoconservateur est aussi mis en avant dans un article du *New York Times* sur les causes de la guerre. D'après Joseph Stieb, historien au Naval War College, c'est dans les années

1990 que l'on peut trouver *“les fondements intellectuels, politiques et culturels des croyances qui ont motivé la guerre en Irak de 2003”*.

À la fin de la décennie, les néoconservateurs avaient acquis une place prédominante au sein du Parti républicain et appelaient à renverser en priorité le régime de Saddam Hussein. Après les attentats de 2001, *“beaucoup de responsables, en quête d'une explication, ont cru en trouver une dans cette vision néoconservatrice qui leur semblait confirmée”*, indique The New York Times.

“S'il y avait une raison cachée, celle que j'ai le plus entendue, c'est qu'il nous fallait changer la dynamique géopolitique après le 11 Septembre, a raconté Richard Haass, à l'époque haut responsable au département d'État. Il y avait une envie de montrer qu'on pouvait donner des coups et pas seulement en prendre. Qu'on n'était pas un pauvre géant sans défense.”

Cette façon de penser n'appartient pas totalement au passé. Pour Foreign Policy, *“la question à l'avenir est de savoir si la communauté chargée de la sécurité nationale aux États-Unis finira un jour par accepter pleinement la fin de leur domination militaire totale”*.

D'après Stephen Wertheim, Washington souffre encore des *“pathologies de la domination”*, qui *“mettent les États-Unis sur la voie d'un affrontement avec d'autres pays”*.

Dans les colonnes de Foreign Affairs, il conclut donc en préconisant un changement d'approche : *“Les États-Unis devraient se dépêtrer du Moyen-Orient, laisser les Européens prendre leur part du fardeau de la défense et rechercher une coexistence compétitive avec la Chine.”* Loin de la politique d'endiguement qu'ils semblent mener aujourd'hui à l'égard de Pékin.

Document 2 :



2 Une critique de la politique de George W. Bush

Dessin de Plantu paru dans *Le Monde*, 6 septembre 2002.